



NATIONS UNIES

ASSEMBLEE
GENERALE

Distr.

GENERALE

A/C.2/292

1er novembre 1974

FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS/ESPAGNOL

Vingt-neuvième session
DEUXIEME COMMISSION
Point 46 de l'ordre du jour

PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR L'ENVIRONNEMENT

Déclaration de Cocoyoc adoptée par les participants au Colloque
PNUE/CNUCED sur les formes d'utilisation des ressources,
l'environnement et les stratégies de développement tenu à
Cocoyoc (Mexique) du 8 au 12 octobre 1974 1/

Bien que trente ans se soient écoulés depuis la signature de la Charte des Nations Unies, point de départ de l'effort tendant à établir un nouvel ordre international, l'humanité se trouve aujourd'hui devant un choix critique. L'espoir de donner une vie meilleure à la famille humaine tout entière a été largement déçu. Il s'est avéré impossible d'atteindre le seuil de satisfaction des besoins fondamentaux de l'homme. Au contraire, il y a aujourd'hui plus d'affamés, de malades, de sans-abri et d'analphabètes que lors de la création de l'Organisation des Nations Unies.

Dans le même temps, des préoccupations nouvelles et imprévues ont commencé à assombrir les perspectives internationales. Avec la dégradation de l'environnement et les sollicitations croissantes qui pèsent sur les ressources, on peut se demander si les "limites extrêmes" de l'intégrité physique de la planète ne seront pas atteintes.

En plus de ces préoccupations, il y a le fait que dans trente ans la population mondiale aura doublé. A notre monde sera venu s'en ajouter un autre, identique dans ses effectifs, ses exigences et ses aspirations.

Mais ces graves pressions ne doivent pas faire désespérer de l'entreprise humaine à condition que nous apportions les changements nécessaires. La première chose à souligner est que si la collectivité mondiale n'a pas réussi à donner à tous le bonheur et la sécurité, ce n'est pas par manque de ressources matérielles. Le problème maintenant n'est pas dû essentiellement à une pénurie matérielle absolue

1/ Distribuée conformément à la décision prise par la Commission à sa 1622ème séance, le 1er novembre 1974.

mais à des inégalités sociales et à une mauvaise utilisation des ressources; les malheurs de l'humanité proviennent fondamentalement des structures économiques et sociales et des modes de comportement à l'intérieur des pays et dans leurs relations entre eux.

Une bonne partie du monde subit encore les conséquences historiques de près de cinq siècles d'une domination coloniale qui a concentré le pouvoir économique dans les mains d'un petit groupe de nations. Aujourd'hui encore, les trois quarts au moins du revenu, de l'investissement et des services et presque tous les acquis de la recherche sont détenus par le quart de la population mondiale.

Ces problèmes ne sauraient être résolus par le simple jeu des mécanismes réflexes du marché. Le marché traditionnel met les ressources à la disposition de ceux qui peuvent les acheter et non de ceux qui en ont besoin, il stimule des demandes artificielles et engendre des gaspillages dans le processus de production et même une sous-utilisation des ressources. Dans le système international, les nations puissantes se sont assurées les matières premières des pays pauvres à bas prix - le prix du pétrole, par exemple, a diminué considérablement entre 1950 et 1970 -; elles ont accaparé toute la valeur ajoutée lors de la transformation des matières premières et ont revendu les articles manufacturés, souvent à des prix monopolistiques.

En même temps, la modicité des prix des matières premières est venue, avec d'autres facteurs, encourager les nations industrialisées à se lancer dans une utilisation inconsidérée et extravagante des produits qu'elles importent. Là encore, c'est l'énergie qui en donne le meilleur exemple. Avec le pétrole à un peu plus d'un dollar le baril, le taux de croissance de l'utilisation de l'énergie a augmenté dans des proportions qui se situent entre 6 et 11 p. 100 par an. En Europe, l'augmentation annuelle des immatriculations d'automobiles a atteint 20 p. 100.

En fait, l'accaparement par les riches d'une part disproportionnée des ressources essentielles heurte directement les intérêts à plus long terme des pauvres en ce qu'il les empêche de se procurer les ressources nécessaires à leur développement et qu'il fait monter le prix de ces ressources. Ce phénomène justifie d'autant plus la création d'un nouveau système d'évaluation des ressources qui tienne compte des avantages et des charges pour les pays en voie de développement.

C'est le contraste entre les formes de consommation qui illustre le mieux l'effet global de cette distorsion des relations économiques. La consommation moyenne des enfants d'Amérique du Nord et d'Europe dépasse dans des proportions scandaleuses celle des enfants indiens ou africains, et il est donc spécieux d'imputer les pressions sur les ressources mondiales uniquement à la croissance de la population du tiers monde.

L'accroissement démographique en est bien sûr une des causes. Notre planète est un monde fini qui ne saurait supporter éternellement une multiplication illimitée de ses habitants et de leurs exigences. Du reste, des pénuries peuvent se produire ici ou là longtemps avant que n'apparaissent les signes d'un épuisement général de telle ou telle ressource. Il importe de remplacer sans tarder la rapacité désordonnée du monde actuel par une politique judicieuse de conservation

des ressources et par une gestion des ressources épuisables à longue échéance dans le cadre d'un nouvel ordre économique. Mais ce qui caractérise la situation mondiale actuelle, c'est que les différences énormes dans la consommation par personne entre la minorité riche et la majorité pauvre ont sur l'utilisation et l'épuisement des ressources une incidence qui dépasse de beaucoup celle que peut avoir leurs effectifs respectifs. Nous irons même plus loin.

Le manque de ressources dont l'homme a besoin pour se réaliser pleinement étant, comme la Conférence de la population de Bucarest l'a clairement reconnu, l'une des causes persistantes de l'explosion démographique, priver les nations des moyens de se développer aggrave directement leurs problèmes démographiques.

Cette inégalité dans les relations économiques est une des causes immédiates de la dégradation de l'environnement. Le faible prix des matières premières a été l'un des facteurs qui ont augmenté la pollution et encouragé le gaspillage chez les riches. La persistance de la misère dans beaucoup de pays en voie de développement a souvent obligé les exploitants à cultiver des terres marginales au risque de détruire les sols par érosion ou à émigrer vers les cités surpeuplées et matériellement dégradées.

Les maux provoqués par une confiance excessive dans le fonctionnement du marché ne se limitent d'ailleurs pas aux relations internationales. L'expérience des trente dernières années montre que la recherche exclusive de la croissance économique, guidée par les lois du marché et entreprise par des élites puissantes et au profit de ces élites, a les mêmes effets destructifs dans les pays en voie de développement. Les cinq pour cent qui représentent la couche de population la plus riche encaissent tous les bénéfices alors que les vingt pour cent représentant les plus pauvres continuent en fait à s'appauvrir. Sur le plan local comme sur le plan international, le fléau de la misère matérielle est aggravé par le fait que les peuples se voient refuser toute participation et dénier toute dignité humaine et se trouvent dans l'incapacité de décider de leur propre sort.

Rien n'illustre mieux à la fois la nécessité de réformer l'ordre économique actuel et la possibilité d'y parvenir que la crise qui s'est produite sur les marchés mondiaux au cours des deux dernières années. Le triplement des prix des produits alimentaires, des engrais et des articles manufacturés dans le sillage de l'inflation mondiale a touché très durement les peuples les plus pauvres du monde. En fait, le risque d'un manque complet d'approvisionnements pendant l'hiver prochain menace la vie de millions de personnes dans le tiers monde. Mais on ne pourrait parler de pénurie absolue. Il y a des céréales, mais elles sont consommées ailleurs par des gens très bien nourris. Depuis 1965, la consommation de céréales en Amérique du Nord a progressé de 350 livres par habitant, surtout par le biais de la consommation de produits carnés, pour atteindre aujourd'hui 1 900 livres. Or, ces 350 livres de plus équivalent presque à la consommation annuelle totale d'un Indien. On ne saurait pourtant dire que les Nord-Américains mouraient de faim en 1965. L'augmentation intervenue depuis lors a contribué à une surconsommation qui constitue même une menace pour la santé. Ainsi, rien n'oblige à ce qu'il y ait une pénurie cet hiver. Un petit prélèvement sur l'"excédent" des riches suffirait à combler tout le déficit de l'Asie. Il n'y a guère d'exemple plus éclatant de ce que l'on pourrait appeler la contribution directe de la surconsommation des nations riches à la sous-consommation des pauvres.

/...

La multiplication par quatre des prix du pétrole grâce à l'action conjointe des producteurs de pétrole modifie radicalement l'équilibre des pouvoirs sur les marchés mondiaux et aboutit à une redistribution massive des ressources au profit de certains pays du tiers monde. Elle a eu pour effet de renverser complètement la situation en ce qui concerne la répartition des profits dans le commerce du pétrole et de mettre chaque année à la disposition de certains pays du tiers monde une somme de près de 100 milliards de dollars. En outre, dans un domaine qui présente une importance aussi cruciale pour l'économie des pays industrialisés, un renversement fondamental de l'équilibre des pouvoirs a pour effet de placer ces pays dans la situation qui a été pendant longtemps celle des pays du tiers monde et qui se traduit par l'absence de tout contrôle sur des décisions économiques d'importance vitale.

Rien n'illustre plus clairement la mesure dans laquelle la structure du marché mondial, qui a toujours eu pour effet d'accroître la puissance et la richesse des pays riches et de maintenir les pays pauvres dans leur état de pauvreté relative, découle non pas de conditions matérielles immuables, mais de rapports politiques qui peuvent, de par leur nature même, faire l'objet de retournements et de transformations spectaculaires. En un sens, un nouvel ordre économique émerge d'ores et déjà, non sans difficultés, qui prendra la relève de l'ancien. La crise de l'ancien système peut ouvrir au nouveau des perspectives d'avenir.

Il est vrai qu'à l'heure actuelle l'avenir ne semble guère riche que d'affrontements, de malentendus, de menaces et de discussions envenimées. Mais nous répétons une fois de plus qu'il n'y a aucune raison de désespérer. La crise actuelle peut également constituer un moment de vérité qui offrira aux nations l'occasion d'admettre la faillite de l'ancien système et de s'efforcer de définir le cadre d'un ordre économique nouveau.

La tâche de l'homme d'Etat consiste donc à s'efforcer de guider les nations, dont les intérêts, la puissance et la fortune sont tellement différents, vers un nouveau système qui permette d'atteindre le seuil de satisfaction des besoins fondamentaux de tous les peuples du monde, et ce sans dépasser les limites extrêmes de la planète en matière de ressources et d'environnement. C'est parce que nous croyons que cette entreprise est à la fois vitale et réalisable que nous définissons un certain nombre de modifications à apporter à l'application de la politique économique, l'orientation du développement et la conservation à l'échelle planétaire, modifications dont l'introduction nous semble constituer un élément indispensable du nouveau système.

1. Le but du développement

Nous voulons tout d'abord redéfinir le but premier du développement, qui doit être non pas le développement des choses matérielles, mais celui de l'homme. L'être humain a des besoins fondamentaux : alimentation, logement, habillement, santé, éducation. Tout processus de croissance qui ne parvient pas à satisfaire ces besoins - ou, pis encore, qui empêche de les satisfaire - est une caricature du concept de développement. Nous en sommes encore à un stade où le souci primordial dans le développement est la mesure dans laquelle il est possible de répondre aux besoins fondamentaux des secteurs les plus pauvres de chaque société, qui représentent parfois jusqu'à 40 p. 100 de la population. Le but premier de la croissance économique devrait être d'améliorer les conditions de vie de ces groupes. Un processus de croissance qui ne profite qu'à la minorité la plus riche et qui perpétue, voire accentue, les différences qui existent tant entre les pays qu'à l'intérieur de ceux-ci ne peut être qualifié de développement : c'est de l'exploitation. Le moment est aujourd'hui venu d'initier un type de croissance économique véritable qui aboutisse à une meilleure répartition des ressources et à la satisfaction des besoins fondamentaux de tous. Nous estimons qu'après trente années d'expérience, l'espoir que la croissance économique rapide dont profitait une minorité permettrait à la masse des populations de recueillir quelques miettes s'est révélé illusoire. Nous rejetons donc le concept selon lequel la croissance doit précéder l'équité dans la répartition des avantages.

Le développement ne doit pas être limité à la satisfaction des besoins fondamentaux. Il existe d'autres besoins, d'autres objectifs et d'autres valeurs. Le développement englobe la liberté d'expression et d'impression, le droit de communiquer et de recevoir des idées et des encouragements. Il existe chez l'homme un besoin social profond de participer à l'édification des bases sur lesquelles repose sa propre existence et de contribuer dans une certaine mesure à construire l'avenir du monde. Par-dessus tout, le développement comprend le droit au travail, par lequel il ne faut pas simplement entendre le fait d'avoir un emploi, mais celui de se réaliser dans son travail, celui de ne pas être aliéné par des processus de production dans lesquels l'homme n'est considéré que comme un outil.

2. La diversité du développement

Nombre de ces besoins, objectifs et valeurs autres que matériels, dépendent de la satisfaction des besoins fondamentaux qui constituent notre souci premier. Il n'existe aujourd'hui aucun consensus quant aux stratégies à adopter pour parvenir à satisfaire les besoins fondamentaux, mais il y a des exemples valables, même parmi les pays pauvres. Ces exemples montrent clairement que le point de départ du processus de développement varie considérablement selon les pays, pour des raisons qui tiennent à l'histoire, à la culture et à d'autres facteurs. C'est pourquoi nous insistons sur la nécessité de rechercher de nombreuses voies différentes vers le développement. Nous rejetons le concept linéaire selon lequel le développement se réduit essentiellement et inévitablement à l'effort déployé pour reproduire le modèle historique existant dans des pays qui, pour diverses raisons, sont aujourd'hui des pays riches. C'est pourquoi aussi nous rejetons

le concept d'"écart" en matière de développement. L'objectif n'est pas de "rattraper" un retard, mais de garantir à tous la qualité de la vie, en même temps qu'une base de production correspondant aux besoins des générations futures.

Nous avons parlé du seuil de satisfaction des besoins fondamentaux. Mais il existe aussi un niveau de satisfaction maximum; il existe des plafonds aussi bien que des planchers. L'homme doit manger pour vivre, mais il peut aussi trop manger. A quoi nous servirait de produire et consommer toujours davantage s'il doit en résulter un besoin croissant de tranquillisants et d'hôpitaux psychiatriques? De même que la capacité d'absorption de biens matériels de l'homme est limitée, de même nous savons que la capacité de production de la biosphère n'est pas infinie. Certains pays l'exploitent d'une manière qui est sans commune mesure avec le rapport existant entre leur population et la population mondiale. Ce faisant, ils créent des problèmes écologiques pour les autres aussi bien que pour eux-mêmes.

En conséquence, ce n'est pas seulement à l'anomalie du sous-développement que le monde est confronté aujourd'hui. On peut également parler de types de développement excessivement consommateurs qui outrepassent les limites intérieures de l'homme et les limites extrêmes de la nature. Dans cette perspective, nous aurions tous grand besoin de redéfinir nos objectifs et d'adopter de nouvelles stratégies du développement et de nouveaux styles de vie, y compris des structures de consommation plus modestes pour les riches. Le rang de priorité le plus élevé doit être accordé à la satisfaction des besoins essentiels, mais nous attendons la formulation de stratégies de développement qui pourront également aider les pays riches, dans leur intérêt bien conçu, à définir des structures de vie plus humaines qui reposent moins sur l'exploitation de la nature, des autres et de soi-même.

3. L'autonomie

Nous estimons que l'une des stratégies fondamentales du développement devra être pour les pays de compter davantage sur eux-mêmes. Il ne s'agit pas d'autarcie; il s'agit de tirer mutuellement profit du commerce et de la coopération et de répartir plus équitablement les ressources en vue de satisfaire les besoins fondamentaux. Cela signifie qu'il faut avoir confiance en soi, compter essentiellement sur ses propres ressources, tant humaines que naturelles, et être capable de définir soi-même ses objectifs et de prendre ses propres décisions. L'autonomie exclut toute dépendance à l'égard d'influences et de puissances extérieures pouvant se traduire par des pressions politiques. Elle exclut les structures commerciales fondées sur l'exploitation, qui ont pour effet de priver les pays des ressources naturelles nécessaires à leur propre développement. Il y a certes place pour le transfert des techniques, mais l'accent doit être placé sur l'adaptation et l'élaboration des techniques locales. L'autonomie implique la décentralisation de l'économie mondiale et, parfois aussi, des économies nationales, en vue d'accroître le sentiment de participation personnelle. Mais elle implique aussi une coopération internationale accrue en vue de l'autonomie collective. Par-dessus tout, elle suppose que l'on fait confiance aux peuples et aux nations,

ainsi qu'à la capacité des populations elles-mêmes d'inventer et de créer des ressources et des techniques nouvelles, d'accroître leur capacité d'absorption de ces techniques et de les utiliser à des fins bénéfiques pour la société, d'exercer un certain contrôle sur l'économie et de créer leur propre style de vie.

Dans ce processus, l'éducation en vue de susciter le maximum de conscience et de participation sociales jouera un rôle fondamental, et il faudra voir dans quelle mesure cela est possible dans le cadre des structures scolaires existantes.

Pour parvenir à cet état d'autonomie, des transformations économiques, sociales et politiques profondes devront souvent être apportées aux structures de la société. Il est également nécessaire d'élaborer un système international qui soit compatible avec l'évolution vers l'autonomie et capable de contribuer à cette évolution.

L'autonomie à l'échelon national impliquera peut-être également un éloignement temporaire du système économique actuel : il est impossible de parvenir à l'autonomie en participant pleinement à un système qui a pour effet de perpétuer la dépendance économique. Dans de vastes parties du monde d'aujourd'hui, on trouve un centre qui exploite à la fois une périphérie très étendue et notre patrimoine commun, la biosphère. L'idéal dont nous avons besoin est celui d'un monde de coopération harmonieuse dans lequel chaque partie constitue un centre qui ne vit aux dépens d'aucune autre partie, qui travaille en association avec la nature et qui est solidaire des générations futures.

Il existe cependant une structure des rapports internationaux de forces qui va s'opposer à une telle évolution; les méthodes sont bien connues : maintien délibéré du favoritisme inhérent aux mécanismes internationaux qui régissent actuellement les marchés, autres formes de manipulation économique, interruption ou retrait des crédits, embargos, sanctions économiques, utilisation subversive des services de renseignements, répression, y compris la torture, opérations de contre-insurrection, voire interventions pures et simples. A ceux qui envisagent d'avoir recours à de telles méthodes, nous lançons l'avertissement suivant : "Arrêtez. Laissez les pays choisir la voie qui leur convient pour assurer à leurs citoyens une vie meilleure." Quant à ceux qui sont - parfois à corps défendant - les instruments de telles entreprises (intellectuels, hommes d'affaires, policiers, militaires et beaucoup d'autres), nous leur dirions : "Ne permettez pas que l'on se serve de vous pour priver un autre pays de son droit à se développer lui-même." Et quant aux spécialistes des sciences naturelles et sociales qui aident à mettre au point les instruments d'oppression, nous leur dirions : "Le monde a besoin de vos compétences à des fins constructives, pour élaborer des technologies nouvelles bénéfiques pour l'humanité et qui ne nuisent pas à l'environnement."

4. Propositions d'action

Nous demandons aux dirigeants politiques, aux gouvernements, aux organisations internationales et à la communauté scientifique d'employer leur imagination et leurs ressources pour élaborer et commencer à appliquer dès que possible des programmes qui visent à satisfaire les besoins élémentaires des peuples les plus démunis du monde entier, y compris, le cas échéant, par une distribution de produits en nature.

Ces programmes devraient permettre d'assurer comme il convient la conservation des ressources et la protection de l'environnement.

Nous estimons que cette tâche pourrait être facilitée par l'instauration d'un nouvel ordre économique international plus coopératif et plus équitable.

Il est évidemment impossible de modifier d'un jour à l'autre les structures mondiales et les politiques nationales. Il faudra un certain temps pour mener à bien la réalisation des grands changements qui sont nécessaires pour faire face aux problèmes critiques qui se posent à l'humanité à ce tournant de l'histoire. Mais ces changements doivent être entrepris tout de suite et s'imposer avec une force croissante. La session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée à l'instauration d'un ordre économique nouveau a donné un bon départ à cette évolution, que nous appuyons entièrement. Mais il ne s'agit là que d'une étape tout à fait préliminaire qui doit faire place à une véritable profusion d'activités internationales.

La Charte des droits et des devoirs économiques des Etats proposée par le Président du Mexique, M. Luis Echevarría et actuellement examinée à l'Organisation des Nations Unies, constituerait un autre pas important dans la bonne direction. Nous demandons qu'elle soit adoptée dès que possible.

Dans un cadre de souveraineté nationale sur les ressources naturelles, les gouvernements et les organisations internationales devraient continuer à favoriser l'instauration d'une gestion des ressources et de l'environnement à une échelle mondiale. L'objectif premier serait de mettre ces ressources à la portée de ceux qui en ont le plus besoin, conformément au principe de la solidarité avec les générations à venir.

Nous sommes favorables à l'instauration de régimes internationaux dotés de véritables pouvoirs pour l'exploitation des ressources communes qui ne relèvent d'aucune juridiction nationale. Nous soulignons particulièrement l'importance du fond des océans et de son sous-sol, et aussi, éventuellement, de la colonne d'eau située au-dessus. Il faut instituer pour les océans un régime et un mécanisme au sein duquel soient représentés tous les pays du monde, sans en favoriser ni en défavoriser aucun, et dont la juridiction s'étende à la plus grande partie possible des océans. Ce régime permettrait d'élaborer progressivement le type de techniques les mieux appropriées du point de vue de la conservation des ressources et de l'environnement, pour explorer, mettre en valeur, traiter et répartir les ressources des océans dans l'intérêt de ceux qui en ont le plus besoin.

Il faudrait prélever un impôt sur l'utilisation des zones internationales au profit des populations les plus démunies des pays pauvres. Cela constituerait une première étape vers l'instauration d'un système international d'imposition qui assurerait automatiquement un transfert de ressources aux fins de l'aide au développement. Il faudrait que ce système international d'imposition, auquel viendraient s'ajouter les capitaux dégagés par le désarmement, se substitue en fin de compte aux programmes classiques d'assistance. En attendant la mise en place de ces nouveaux mécanismes, nous recommandons instamment que le courant de ressources internationales vers les pays du tiers monde soit fortement augmenté et rigoureusement consacré aux besoins fondamentaux des couches les plus pauvres de la société.

La science et la technique doivent répondre aux objectifs que nous nous sommes fixés. Or, la structure actuelle de la recherche-développement ne va pas dans ce sens. Nous demandons aux universités et autres établissements d'enseignement supérieur, aux organismes de recherche et aux associations scientifiques du monde entier de réexaminer leurs priorités. Conscients des avantages que peut apporter la recherche libre et fondamentale, nous insistons sur le fait qu'il existe un réservoir d'énergie créatrice sous-utilisé dans l'ensemble de la communauté scientifique mondiale et qu'il faudrait axer davantage la recherche sur la satisfaction des besoins fondamentaux. Ces travaux de recherche devraient être effectués, dans toute la mesure du possible, dans les pays pauvres afin de contribuer à inverser l'exode des compétences.

Les organismes des Nations Unies, une fois rénovés, devraient être utilisés pour renforcer les institutions locales qui s'occupent d'évaluer la recherche et la technique dans les pays en voie de développement, pour favoriser la coopération entre elles dans ces domaines et pour encourager les travaux de recherche afin d'utiliser, d'une façon plus efficace et plus hardie, des ressources peut-être abondantes pour satisfaire les besoins fondamentaux de l'humanité.

En même temps, il faudrait adopter, au niveau national, des modèles de développement nouveaux. Il faut pour cela étudier tous les divers types de structures de la consommation, de technologies et de stratégies d'utilisation des sols, ainsi que le cadre institutionnel à établir et les aménagements à apporter à cette fin aux systèmes d'enseignement. Il faudrait freiner la surconsommation, qui absorbe trop de ressources et crée des gaspillages, tout en développant la production des produits essentiels destinés aux secteurs les plus pauvres de la population. Des techniques "propres" et efficaces devraient se substituer à celles qui détruisent l'environnement. On pourrait aboutir à des types d'établissements humains plus harmonieux pour éviter l'engorgement supplémentaire des zones urbaines et la marginalisation des campagnes.

Dans de nombreux pays en voie de développement, ces nouveaux styles de développement impliqueraient une utilisation bien plus rationnelle de la main-d'oeuvre disponible afin de réaliser les programmes entrepris pour conserver les ressources naturelles, d'améliorer l'environnement, de créer l'infrastructure et les services voulus pour produire davantage de produits alimentaires, et de renforcer sur le plan national la capacité des industries de fabriquer des produits qui répondent aux besoins fondamentaux du pays.

En supposant qu'un ordre économique international plus équitable soit instauré, on pourrait résoudre certains des problèmes résultant de la mauvaise répartition des ressources et de l'utilisation de l'espace en modifiant la géographie industrielle du monde. Les problèmes liés à l'énergie, aux ressources et à l'environnement viennent renforcer le souci légitime des pays pauvres de voir considérablement augmenter leur part de la production industrielle mondiale.

Il faut également faire des expériences pratiques sur le terrain. Les efforts qu'effectue actuellement le Programme des Nations Unies pour l'environnement pour élaborer des stratégies et soutenir des projets de développement socio-économique écologiquement sains (éco-développement) aux niveaux local et régional, jouent, à notre sens, un rôle important à cet égard. Il faut créer des conditions qui permettent aux gens d'apprendre eux-mêmes, par la pratique, à utiliser de la façon la plus efficace les ressources spécifiques du système écologique dans lequel ils vivent, à mettre au point des technologies appropriées et à s'organiser et s'éduquer en ce sens.

Nous prions les responsables de l'opinion, les éducateurs, tous les organismes intéressés de contribuer à rendre le public mieux conscient des origines comme de la gravité de la situation critique dans laquelle se trouve aujourd'hui l'humanité. Chacun a le droit de comprendre pleinement la nature du système dont il fait partie comme producteur, comme consommateur et comme membre de la grande famille humaine. Chacun a le droit de savoir qui jouit des fruits de son travail, qui profite de ce qu'il achète et de ce qu'il vend et dans quelle mesure il contribue à enrichir ou à appauvrir le patrimoine de la planète.

Nous demandons aux gouvernements de se préparer à prendre les mesures voulues, à la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies qui doit avoir lieu en 1975, pour élargir les perspectives et les concepts en matière de développement, donner aux objectifs du développement la place qui leur revient dans le système des Nations Unies et entreprendre les changements de structure nécessaires. Etant donné que les problèmes du développement, de l'environnement et de l'utilisation des ressources ont un caractère essentiellement mondial et touchent au bien-être de toute l'humanité, nous sommes convaincus que les gouvernements devraient tirer pleinement parti des mécanismes de l'ONU pour résoudre ces problèmes et que le système des Nations Unies devrait être rénové et renforcé pour pouvoir s'acquitter de ses responsabilités nouvelles.

5. Conclusion

Nous sommes conscients des menaces qui pèsent sur l'humanité du fait que le "seuil" de satisfaction des besoins fondamentaux de l'homme n'a pas été atteint et que les "limites extrêmes" des ressources physiques de la planète risquent d'être dépassées. Mais nous sommes également persuadés que les vives dissensions et les affrontements de notre époque vont faire place à un sentiment nouveau de respect des droits fondamentaux de l'homme et de préservation de notre planète.

Nous avons foi dans l'avenir de l'humanité sur la planète. Nous croyons qu'il est possible d'instaurer des modes de vie et des systèmes sociaux plus équitables, dont les exigences matérielles soient moins arrogantes et qui respectent davantage tout l'environnement planétaire. Pour l'avenir, il ne faut céder ni au désespoir devant la montée des périls, ni à un optimisme facile engendré par une série de succès technologiques. Ce qu'il faut, c'est évaluer avec soin et sans passion les "limites extrêmes", en cherchant en commun les moyens d'atteindre le "seuil" des droits fondamentaux de l'homme, en érigeant des structures sociales qui tiennent compte de ces droits et en élaborant patiemment des techniques et des styles de développement qui enrichissent et protègent notre patrimoine planétaire.
